

La vérité sur le dernier coup d'État en Égypte

Râshîd al-Barrâwî, Haqîqat al-inqilâb al-akhîr fî misr (La vérité sur le dernier coup d'État en Égypte), Maktabat al-nahda al-misriyya, Le Caire, 1952, 215 pages

Tewfik Acimandos



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/893>

DOI : [10.4000/ema.893](https://doi.org/10.4000/ema.893)

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

Pagination : 323-340

ISBN : 2-87027-963-9

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Tewfik Acimandos, « La vérité sur le dernier coup d'État en Égypte », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 4-5 | 2001, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/893> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.893>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

La vérité sur le dernier coup d'État en Égypte

Râshîd al-Barrâwî, Haqîqat al-inqilâb al-akhîr fî misr (La vérité sur le dernier coup d'État en Égypte), Maktabat al-nahda al-misriyya, Le Caire, 1952, 215 pages

Tewfik Aclimandos

- 1 Le titre du livre est injustifié. *La vérité sur le dernier coup d'État en Égypte* aurait dû s'intituler : *Brève histoire de l'ancien régime et des artisans de sa chute*. Le thème central est une histoire sociale de l'ancien régime – destinée à un public peu au fait des acquis de la sociologie et des techniques marxistes – histoire précédée et suivie de quelques considérations sur le coup d'État, ses artisans et leur programme. D'emblée, l'auteur explique ses intentions : commencé un an avant le 23 juillet 1952, l'ouvrage se proposait de retracer l'évolution sociale et économique de l'Égypte, pour montrer pourquoi une révolution était inéluctable (le titre parle de coup d'État, *inqilâb*, et le texte de *thawra*, révolution). Puis celle-ci eut lieu avant l'achèvement du texte. L'auteur ne renonça pas à son projet, qui permettait d'expliquer les « causes » de cette révolution. Mais le contexte, explique-t-il, avait changé entre-temps : certains sujets ou thèmes pouvaient désormais être abordés librement, et d'autres ouvrages – il cite celui d'Ahmad Bahâ' al-Dîn, *Fârûq malikan* – lui permettent de faire l'économie d'un exposé détaillé de certains aspects, notamment la vie, les intrigues et les politiques de la cour.
- 2 Le livre est composé de plusieurs parties superposées. La première traite, sur le mode questions-réponses, de quelques thèmes d'actualité, de questions que se posait probablement à l'époque l'opinion, ou du moins un important secteur de l'intelligentsia. Elle s'ouvre par le communiqué numéro un, diffusé le 23 juillet 1952. Elle refait ensuite l'historique de l'incertitude des premiers instants aux yeux de l'opinion : mouvement aux revendications limitées ou changement de régime ? Il relate la découverte des véritables intentions des officiers, du fait qu'ils affirment parler non au nom de la seule armée, mais du peuple, du fait qu'ils articulent en un discours les griefs et espoirs de celui-ci. Il convient de noter que l'auteur affirme que Fârûq ne paie pas pour ses seules erreurs, mais également pour celles de ses ancêtres, « *conformément*

à la *logique de l'Histoire* », et comme Louis XVI paya surtout pour les erreurs des siens. L'auteur mêle plusieurs thèmes (la vendetta, le déterminisme historique, voire même, en exagérant notre propos, le péché originel). On décèle deux présupposés méthodologiques centraux, le premier étant explicite et le second implicite. L'évolution historique de longue durée, le « temps long » si on préfère, explique, voire détermine l'inéluctabilité d'une révolution, quelle que soit la forme de cette dernière, c'est-à-dire qu'elle soit menée par une avant-garde ou due à un soulèvement massif. Et, plus implicitement, cette évolution et la nécessité de la révolution ne sont pas propres à l'Égypte, mais une traduction de lois plus générales de l'histoire. L'auteur parle de logique, de lois de l'évolution, *etc.*, et son procédé favori d'explication – démonstration – légitimation est le recours aux précédents historiques. Il est intéressant de noter que les Officiers libres, dont l'auteur était proche, aimaient les références historiques, et cherchaient dans l'histoire des modèles de *comportement*, c'est-à-dire qu'ils se demandaient souvent ce qu'un grand homme avait fait dans une situation similaire. Peut-être l'auteur a-t-il à l'esprit un groupe de lecteurs précis : ses interlocuteurs membres du mouvement ? L'auteur pose ensuite les questions conjoncturelles qui ont, selon lui, préoccupé l'opinion. Le renvoi du roi était-il prévu par les officiers, dans leurs plans initiaux, ou s'enhardirent-ils quand ils constatèrent leur succès, ou prirent-ils cette décision à la suite de l'évolution du bras-de fer ? Selon lui, cette question est centrale pour déterminer l'« essence » de cette révolution. Affirmation qui signifie que sa réponse permet de savoir si ce mouvement est l'expression du Peuple Un ou, au contraire, de revendications corporatistes. Il répond que tout, à commencer par les actes ultérieurs du nouveau régime, prouve que ce mouvement était une « révolution totale » contre la « situation prévalante », aux plans social, économique et politique. Le roi étant le symbole de cette situation (l'auteur ne parle pas d'ancien régime), il était naturel de l'éloigner. Il eût été impossible, en sa présence, de mener à bien les réformes profondes, le bouleversement social. Il était l'incarnation même d'une philosophie contraire à celle du nouveau régime, pour lui la Nation est la source de tous les pouvoirs. Toutes les révolutions précédentes étaient arrivées à cette conclusion, et avaient fini par tuer les monarques. La promptitude des meneurs de la révolution est pédagogique, donner une leçon aux partisans de cette philosophie révolue. L'éloignement du roi était de surcroît nécessaire : maintenu au pouvoir, il aurait pu diviser pour régner. Notez le rôle *actif* et *maléfique* attribué au roi : il n'est pas un « point de ralliement des mécontents », et les divisions n'existent pas si lui ne les suscite pas. L'auteur affirme n'avoir pas douté un instant que la révolution chasserait le roi, et l'incertitude populaire des premiers jours s'explique par le silence initial des meneurs, celui-ci s'expliquant à son tour par les nécessités de la prise de contrôle des centres nerveux du pays pour priver le roi de ses derniers atouts. Tout ceci est fort convaincant, mais inexact : malheur aux lois de l'histoire quand elles font des prédictions relatives à des événements ponctuels.

- 3 Relatons brièvement ce que l'on sait aujourd'hui : le mouvement des Officiers libres fut conçu pour renverser la monarchie. Mais il agit avec précipitation, avant les dates prévues, parce que ses meneurs avaient été identifiés. Ceux-ci avaient à l'esprit plusieurs scénarios, mais sous-estimant leur force, ou plutôt surestimant totalement celle de l'adversaire, ils pensaient surtout engager des négociations pour imposer quelques réformes. C'est quand ils constatèrent la réussite totale et l'unanimité populaire qu'ils se décidèrent à expulser le roi, et revinrent à leurs programme initial. La seconde interrogation est relative au choix d'Alî Mâhir comme Premier premier

ministre du nouveau régime, chef d'un gouvernement qui ne dura que 47 jours. Al-Barrâwî estime qu'il s'agissait d'un bon choix « à très court terme », mais dangereux sur le « long terme ». Mâhir n'appartenait à aucun parti, connaissait la cour, avait des comptes à régler avec elle, avait une grande expérience dans la gestion des crises ou, si l'on préfère, des conjonctures fluides, et sa présence, lui qui était tellement « homme de l'ancien régime », permettait d'endormir un peu la vigilance du roi (Mâhir fut nommé avant que le roi n'abdique). Ceci pour le court terme. Mais, une fois le départ du roi négocié, il est clair qu'un homme, « dont les conceptions de la réforme se bornaient à renoncer à faire d'Alexandrie la capitale d'été de l'administration, à abroger les titres de pacha et à diminuer le nombre de voitures de fonction », ne pourrait collaborer longtemps avec la nouvelle équipe. Il consacre un chapitre à la question d'une éventuelle intervention étrangère pour sauver le roi. Était-elle envisageable ? Si oui, pourquoi n'eut-elle pas lieu ? Questions d'autant plus obsessionnelles les premiers jours que tous avaient à l'esprit le précédent du soulèvement d'Urâbî, maté par les Britanniques. L'auteur pense que l'intervention était exclue, pour plusieurs raisons : la surprise totale (on sait aujourd'hui que ce n'était pas tout à fait vrai en ce qui concerne les États-Unis), la rapidité et la maîtrise dans l'exécution, le caractère pacifique du mouvement. Il n'y eut ni troubles ni agressions contre les biens et vies des étrangers, ce qui, estime l'auteur, prouve que le peuple prit conscience de l'importance des enjeux et voulut éviter de donner aux puissances l'occasion d'intervenir. Ce n'est pas tout : l'auteur rappelle l'unanimité populaire soutenant le mouvement, et le fait que le nouveau régime semblait soucieux et capable d'assurer la sécurité et la stabilité, conditions nécessaires à l'activité économique. Une intervention étrangère, au contraire, eût été porteuse d'instabilité. Elle eût de surcroît été incapable d'avancer un prétexte plausible : on ne pouvait, par exemple, invoquer la défense de la démocratie, le roi ayant systématiquement violé la Constitution. Elle n'était pas souhaitable : tous les intérêts étrangers se trouvant en Égypte déploraient la corruption de l'appareil de l'État et son inefficacité, et les meneurs, pensait-on, ne pouvaient qu'améliorer les choses. Les puissances occidentales affirmaient être soucieuses de l'amélioration du bien-être des pays pauvres : sur ce point aussi, le régime monarchique était indéfendable. Du fait du caractère de ce régime, l'opinion internationale aurait été hostile à une intervention. Enfin et surtout, affirme l'auteur, le mouvement était « démocratique », puisqu'appuyé par une population unanime. N'insistons pas sur la double fragilité de cet argument soi-disant central : une unanimité populaire ne confère pas un brevet démocratique, et la Grande-Bretagne et les États-Unis n'hésitèrent pas à protéger le shah contre Musaddiq. Barrâwî passe ensuite du spécifique au général, en étayant ses propos d'exemples dont la pertinence est souvent douteuse (mais une discussion systématique de cet aspect dépasse le cadre de notre propos) : les interventions sont interdites par la charte de l'ONU, ne sont plus conformes au *Zeitgeist*, à l'esprit de l'époque. Les puissances coloniales ont été très affaiblies par les guerres mondiales. Face à celles-ci, on trouve la solidarité croissante des peuples (cela nous semble plus prophétique qu'explicatif), emmenée par l'Inde et le Pakistan, et un développement et une maturité des nationalismes dans les pays colonisés. Là aussi, le passage des « lois générales » aux explications conjoncturelles (et vice-versa) n'est pas réussi : si les premiers arguments avancés permettent d'expliquer pourquoi la Grande-Bretagne n'intervint pas, il reste que cette intervention était matériellement possible, et aurait probablement eu lieu si les putschistes étaient marxistes, et/ou si le roi n'avait pas perdu toute crédibilité.

- 4 Barrâwî traite ensuite la question suivante, qu'il attribue à l'opinion : est-ce la révolution d'une armée ou celle d'un peuple ? Vu les thèmes abordés dans les deux chapitres précédents, la réponse est prévisible et le lecteur ne sera pas surpris. L'argumentation est néanmoins curieuse : après un rappel des « lois de l'Histoire » et de l'accumulation de l'énergie révolutionnaire au sein des couches opprimées, il écrit, et c'est intéressant, que ceux qui affirment qu'il s'agit d'un simple putsch sont ceux qui oublient le peuple, le traitent comme quantité négligeable, l'oublie comme acteur, le relèguent à un rôle passif. Le peuple a voulu cette révolution, l'a appuyée, et l'absence de troubles les premiers jours ne doit pas – surtout, pouvons nous surenchérir, dans le Caire de 1952 –, être interprété comme de la passivité, mais comme un *appui actif*, à l'instar d'ailleurs des nombreuses manifestations de soutien et d'enthousiasme, avant même que l'issue de la crise (la défaite du roi) ne soit connue. Cette absence de troubles est le reflet d'une unanimité, et celle-ci explique l'effondrement rapide du régime, qui n'était pas en soi faible, mais qui se retrouve brusquement totalement nu, sans aucun appui à l'intérieur. Contre lui, le peuple est UN. L'auteur, entre deux considérations sur ce thème (le désordre du livre fait partie de son charme), change de propos, pour contester l'existence d'une loi de l'histoire exigeant des bains de sang pour conférer à un événement le caractère de révolution. On me permettra de négliger les développements fastidieux sur ce point. Il revient ensuite à la question : Révolution d'un peuple ou révolution d'une armée ? Il avance deux arguments : les meneurs affirment parler au nom du Peuple, et leurs programme et actions prouvent qu'ils agissent pour le Peuple. Pour résumer la thèse de l'auteur : agir pour le Peuple, c'est agir par le Peuple. Parce que c'est exprimer sa volonté. L'armée est l'instrument de l'Histoire en marche. On ne peut parler d'une Révolution par le haut ; puisque l'armée n'invente pas un agenda et un programme conforme à ses intérêts objectifs, mais réalise les aspirations populaires. Ce rappel utile « rachète » à nos yeux le caractère alambiqué, fragile et inutile de l'ensemble de la démonstration, qui ne semble être là que pour contrer les thèses marxistes, à l'époque très hostiles au nouveau régime.
- 5 L'auteur, dans une seconde partie, étudie, les « causes » de la Révolution, en commençant par « le facteur économique ». Il remonte jusqu'au soulèvement nationaliste de 1919, « corrélé », selon lui à l'émergence d'une classe moyenne urbaine, dont la croissance aurait été au départ lente, l'occupant britannique privilégiant l'agriculture au détriment de l'industrialisation, et dont le porte-parole, avant la guerre, était le Parti national de Kamîl. Pour lui, les effectifs et la fortune de cette classe se seraient considérablement accrus pendant la Première Guerre mondiale, du fait de l'industrialisation développée par les Britanniques pour aider leur effort de guerre. La guerre aurait également permis aux petits artisans urbains de s'enrichir. Toute cette population des villes souhaitait une prépondérance politique correspondant à son enrichissement, et craignait les lendemains de la guerre et le retour de la concurrence des produits manufacturés occidentaux. D'autre part, le coût de la vie avait augmenté, représentant des charges de plus en plus lourdes pour les salariés, pour le prolétariat et pour les couches rurales modestes et moyennes. Bénéficiaires et perdants s'accordaient pour tenter de redéfinir le pacte politique, jugé trop favorable à l'Occupant et aux grands propriétaires terriens. Le soulèvement ne réussit toutefois pas à atteindre ses objectifs. Outre la faiblesse des classes moyennes et la puissance des armées britanniques, l'unité ne dura pas longtemps, les divergences d'intérêts de classes reprenant très vite le dessus, le radicalisme des plus pauvres inquiétant les autres. Les classes supérieures et moyennes, partisans de l'ordre, tentèrent vite d'arriver à un

compromis acceptable avec l'Occupant et un « retour à la normale ». Elles réussirent. En d'autres termes, Barrâwî transpose en Égypte le schème général des révolutions européennes du XIX^e siècle, réussies ou avortées. Le cadre n'est ni un succès total – il ne rend compte ni de la spécificité du Wafd, pour dire les choses brièvement, ni de la séquence des événements⁴, ni de l'inimitié entre les propriétaires terriens modérés et la monarchie – un échec retentissant, il explique assez bien la radicalisation progressive et la défection des modérés.

- 6 Barrâwî fait ensuite le procès de l'ancien régime en examinant le Pacte politique l'organisant, c'est-à-dire la Constitution de 1923. Il dresse un bilan des gagnants et des perdants, classique, avec les inévitables bizarreries caractéristiques du marxisme ordinaire. Les garanties de la propriété sont, bien sûr, une victoire des dominants (comme si le sujet avait été réellement inscrit à l'agenda politique). Mais j'avoue ne pas comprendre pourquoi, parler d'intérêt général plutôt que d'intérêt national dans les textes constitutionnels, est, aux yeux de Barrâwî, une victoire bourgeoise et féodale. L'Occupant britannique est classé parmi les gagnants, en ce que la Constitution organise des diversions, à savoir la division de la Nation en partis, et le conflit potentiel entre la monarchie et le parlement, qui ne peut manquer d'être dérisoire par rapport aux enjeux réellement importants. Par contre, l'auteur a raison de rappeler que les conditions exigées pour la candidature au Parlement excluent la très grande majorité de la population, et que l'octroi du droit de vote dans une société féodale, où les dominants disposent d'écrasants moyens de pression à la campagne, est un simulacre. Il déplore le peu d'attention accordée par la Constitution aux droits sociaux, instruction en tête, et si nous comprenons les vues de l'auteur⁵, nous pensons qu'une inscription de ces droits dans la Constitution aurait été risquée, parce que créant d'énormes contraintes financières dans un pays très pauvre – mais une mention souple dans le Préambule aurait peut-être été une solution satisfaisante.
- 7 Barrâwî a également raison de souligner que la mention « dans le cadre défini par la loi » que l'on retrouve dans les dispositions constitutionnelles relatives aux libertés publiques, a trop souvent permis de les priver de toute substance. Les clauses relatives à « la protection du système social » sont également dénoncées, à juste titre, par l'auteur. Tout n'est pas négatif, conclut Barrâwî, estimant entre autres que les élections ont constitué une éducation politique progressive de la population, et qu'on ne doit pas sous-estimer l'importance symbolique de la reconnaissance de la Nation comme source de tous les pouvoirs. Selon lui, la féodalité, pour se maintenir au pouvoir, a été contrainte de conclure une alliance avec la classe moyenne naissante, pour s'assurer son appui en échange d'un « partage » du pouvoir avec elle, alliance qui était, malgré ses bénéfices immédiats pour les féodaux, porteuse des germes de la défaite ; les intérêts des deux classes étant opposés l'une allant davantage dans le sens de l'Histoire que l'autre. L'analyse est intéressante, mais eût gagné en force si l'auteur avait mis « classe moyenne » au pluriel – quitte à renoncer à un manichéisme séduisant⁶. L'auteur étudie ensuite le « développement de la classe moyenne » à partir de 1923. Il ne définit pas celle-ci. Le développement de l'argumentation permet néanmoins de voir de quoi il s'agit : selon l'auteur, l'industrie « moderne » (terme non défini. Qu'il faut comprendre comme ce qui n'est pas l'artisanat traditionnel) se développe à grands pas et à des rythmes réguliers. Barrâwî relève la création de la « Banque Misr », à actionnariat exclusivement égyptien, en 1920 ; il recense ses activités et étudie son expansion. Elle marque l'irruption des Égyptiens dans l'activité industrielle et commerciale. Il rappelle

l'adoption de mesures protectionnistes au début des années 1930, bénéfiques selon lui aux industries, tout comme le sera la Seconde Guerre mondiale. *Les principaux bénéficiaires seront les sociétés anonymes.* Il étudie l'évolution de la répartition du capital sur les divers champs de l'activité économique, et celle du montant et de la proportion *des investissements des Égyptiens*, par rapport au total de l'investissement en Égypte, en nous expliquant que ceci est crucial pour étudier le développement de la classe moyenne. Il fournit des tableaux statistiques qui montrent une constante (et importante) progression : de 9 % en 1919, la participation égyptienne passe à 47 % dans les sociétés qui se créent entre 1934 et 1939, à 66 % dans celles qui se créent de 1940 à 1945, pour atteindre 84 % dans celles qui sont créées de 1946 à 1948, avec une moyenne de 78,7 % sur l'ensemble de la période. Évolution intéressante, qui donne le résultat suivant : en 1948, les Égyptiens détiennent 39 % des capitaux investis en Égypte⁸. Ces chiffres montrent « la considérable augmentation des richesses de la classe moyenne ». Nous sommes étonnés par la brutalité de la conclusion : rien ne prouve que l'argent investi ne provient pas des grands propriétaires terriens. À moins que le fait d'investir beaucoup d'argent dans l'industrie ne fasse automatiquement de vous un membre de la classe moyenne. Certes, l'auteur dit que les sociétés ayant bénéficié de la Seconde Guerre sont dans leur majorité des sociétés anonymes (et non des sociétés dirigées par une famille). Mais est-ce que l'actionnariat est exclusivement composé de membres de la classe moyenne ? Il y avait certainement des petits-bourgeois, des grands propriétaires, etc. L'auteur souligne avec plus de pertinence que le développement industriel entraîne l'apparition d'une classe moyenne de technocrates, directeurs, ingénieurs, membres de conseil d'administration, etc. Il retrace ensuite l'émergence politique de cette « classe moyenne », en recensant « ses victoires ». Les mesures protectionnistes des années trente en sont une, le traité anglo-égyptien de 1936 une seconde, les accords de Montreux une troisième, etc. C'est faire feu de tout bois.

- 8 Dans une section suivante, al-Barrâwî étudie la « mutation » rapide de cette classe moyenne « un grand capitalisme monopolistique ». Le diagnostic sur les *origines sociales* de ce capitalisme est peut-être erroné, en tout cas affirmé mais non démontré, mais la description de son caractère monopolistique est documentée et précise. Il ajoute que le capital est vite dans les mains de quelques personnes, de plus en plus puissantes, dont les intérêts dictent de plus en plus une collaboration « avec les intérêts étrangers ». Si le Palais et les grands propriétaires terriens avaient, *in fine*, toujours eu intérêt à pactiser avec l'Occupant britannique⁹, le capitalisme égyptien, à l'origine nationaliste, se joint lui aussi au camp des « collaborateurs », dont les intérêts sont inextricablement mêlés à ceux des étrangers. Ses aspirations nationalistes s'en ressentent, et il devient l'avocat des projets de défense commune chers aux Britanniques. Suit un long développement sur ce thème, démontrant que ce capitalisme n'est plus au diapason de la nation. L'auteur semble ensuite dire qu'il y a polarisation de la vie politique, avec une opposition entre deux camps : celui de l'Occupant, du roi, des propriétaires terriens et du capitalisme, opposé à une coalition de paysans, d'ouvriers, et de la « nouvelle classe moyenne ». Dans le premier, les intérêts vont vite se mêler : roi et grands propriétaires diversifient leur portefeuille¹⁰, et les capitalistes achètent les titres de pacha. Il entreprend ensuite de définir la « nouvelle classe moyenne ». Malgré les intentions et les calculs des diverses couches dominantes et de l'Occupant¹¹, il fut nécessaire, dans les années 1920, sous la pression populaire et des exigences du développement économique, de généraliser progressivement l'instruction et de faciliter l'accès à l'enseignement. Le nombre de diplômés s'accrut à des rythmes réguliers, et ceux-ci

constituèrent la nouvelle classe moyenne, en majorité urbaine, composée (à titre d'exemple, la liste n'est pas exhaustive) des petits et moyens fonctionnaires, des petits salariés, des officiers de police et de l'armée, des membres des professions libérales, des journalistes et hommes de lettres, des étudiants, et des petits commerçants et entrepreneurs. Classe révoltée, ambitieuse, insatisfaite, dont les motifs d'exaspération sont multiples. Barrâwî en mentionne quelques-uns ; ils jalouent les membres des classes supérieures, sont trop nombreux pour les débouchés existants, souffrent de l'inflation et le système politique est sourd à leurs griefs. La fiscalité est inefficace, injuste, table beaucoup sur les impôts indirects et favorise les classes supérieures, notamment rurales. Pour faire bref, cette classe est révolutionnaire⁹, et les rares mesures positives prises par l'ancien régime s'expliquent par la pression qu'elle exerce sur lui.

- 9 Al-Barrâwî étudie ensuite le développement de la classe ouvrière, autre acteur fort actif selon lui. Il indique l'augmentation de ses effectifs pendant la Première Guerre, et le chômage qui la frappe quand les hostilités prennent fin et que les commandes sont moins nombreuses. Il déplore l'organisation très stricte du droit de grève et l'attitude hostile des gouvernements successifs. Il retrace très brièvement l'histoire du syndicalisme ouvrier, des mouvements de grève, et des premières législations sociales qu'il attribue à la pression ouvrière. La Seconde Guerre mondiale et le développement de l'industrie qu'elle suscite font des ouvriers un acteur stratégique qu'il convient de ménager, et la législation sociale progresse encore, même si elle demeure insatisfaisante. L'auteur étudie le dispositif existant à la veille de la Révolution et en souligne les insuffisances. Plusieurs législations sociales arabes sont allées plus loin (et plus tôt). Il rappelle aussi que l'ancien régime manifesta une hostilité permanente envers les syndicats, tentant entre autres de manipuler les élections et ayant fréquemment recours à la violence. Il étudie ensuite l'aggravation de la situation à la campagne. Sa cause principale est la répartition de la propriété des terres à la fin de 1946 : 75 % des propriétaires ne contrôlent que 12 % des terres cultivées. Seuls 5 260 propriétaires possèdent plus de 100 feddans. La répartition du revenu permet d'établir qu'un nombre important de petits propriétaires (plus de 273 000) vit très en dessous du seuil de pauvreté et possède à peine de quoi subsister. Que dire alors des sans-terre, qui constituent l'écrasante majorité ? De surcroît la situation n'est pas statique. Elle s'aggrave : la terre étant de plus en plus rare, son loyer s'élève. Le crédit est de plus en plus cher, et les usuriers sont légion. Le chômage saisonnier des sans-terre est important, et le prolétariat agricole n'a pas le droit de se constituer en syndicat. La qualité de la vie, déjà mauvaise, est encore en régression. La saleté et la pauvreté sont désastreuses pour la santé. L'eau potable est un luxe. Et les parlements successifs sont indifférents. Grâce aux progrès de l'instruction et des médias, une conscience de classe apparaît : nous avons des révoltes paysannes. La nouvelle classe moyenne a un allié. Et, aveugles et sourds, les grands propriétaires continuent leur course à l'enrichissement, ne se contentant pas de maximiser leurs gains par la seule logique du marché, déjà très favorable, mais utilisant sans vergogne leur influence politique pour bénéficier de subventions, d'avantages, de faveurs. Ils ne sont même pas un facteur de modernisation des techniques de production. Ils ne s'intéressent pas à la bonification des terres. Ils préfèrent la consommation à l'investissement dans le commerce ou l'industrie. Ce dernier point est quelque peu en contradiction avec « la diversification » des portefeuilles mentionnée plus haut, mais n'insistons pas : il existe plusieurs manières

de concilier les deux constats. La conclusion est formelle : économiquement, socialement, politiquement, cette classe est inutile et constitue un obstacle au progrès.

- 10 Al-Barrâwî évoque ensuite l'impact de la Seconde Guerre sur l'économie et la situation sociale. Après avoir rappelé la progression de l'inflation, il estime que « l'économie de guerre » a été un échec. Organiser une économie de guerre requiert une intervention de l'État en vue de l'égalisation des conditions des citoyens, et donc un appareil d'État efficace. Les « perdants » sont une fois encore les défavorisés et les salariés de la classe moyenne. Diagnostic très plausible, mais plus affirmé que démontré. Un cinquième chapitre est consacré à la naissance de la « contre-révolution », c'est-à-dire à la réaction conservatrice à la « révolution » de 1919, réaction se proposant de revenir sur les acquis concédés à la population. Dès 1923, des législations répressives restreignent sévèrement les libertés publiques. D'autre part, la « réaction » s'assure le contrôle de l'armée¹⁰ et de la diplomatie. Dans un tel contexte, estime l'auteur, Zaghlûl aurait dû refuser de diriger le gouvernement, et laisser cette tâche à des collaborateurs wafdistes, pour ne pas avoir à assumer personnellement la responsabilité des inévitables concessions, et pour conserver sa « liberté » d'action et de parole. Cette critique, ainsi formulée, est inacceptable : la politique préconisée par al-Barrâwî aurait au maximum permis de gagner quelques mois (et nous en doutons)¹¹. Son passage au gouvernement n'a pas nuit à la gloire de Zaghlûl. L'auteur étudie les conflits ayant opposé le premier gouvernement wafdiste au roi et/ou aux Britanniques, ainsi que les mesures prises par ce gouvernement pour consolider la fragile indépendance nationale et les acquis constitutionnels. Il parle ensuite du « complot » ourdi par la réaction (le roi et les Britanniques) contre ce gouvernement : offensives supposées concertées, actions secrètes, pressions indirectes, création de toutes sortes de problèmes, harcèlement permanent. Le refus de la première démission de Zaghlûl est lui-même une preuve de l'existence du complot. L'auteur ne va pas jusqu'à affirmer que l'assassinat de Sir Lee Stak faisait partie du complot – d'autres auteurs sauteront le pas¹² – mais ce crime fournit à la réaction le prétexte dont elle avait besoin pour se débarrasser du premier gouvernement constitutionnel qu'ait eu ce pays. Zîwâr, proche du roi, qui succède à Zaghlûl, a pour programme : « sauver ce qui peut l'être », ce qui dissimule mal une capitulation inconditionnelle devant les ultimatums britanniques¹³. Aussi les premières élections organisées par Zîwâr sont, malgré les pressions administratives, un désaveu pour la nouvelle équipe : le Wafd remporte à nouveau les élections. Zîwâr ne démissionne pas. Au contraire, il dissout le nouveau parlement et aggrave la répression. Il va trop loin. Les Britanniques, ayant obtenu satisfaction sur l'essentiel, craignant de dépasser les limites du tolérable, font un geste : ils obtiennent en quelques heures la démission de Hasan Nash'at, chef du dîwân royal et symbole de la politique anti-wafdiste. Mais cette mesure, loin de leur attirer la reconnaissance populaire, montre à l'opinion que le Palais « est totalement inféodé » à l'Occupation, et que celle-ci a donc les moyens de lui imposer un respect de la Constitution. De là à la rendre responsable des agissements du roi, il n'y a qu'un pas, et il est franchi par l'opinion et par l'auteur. Quoi qu'il en soit, les excès de la répression et le fait que les Britanniques s'en démarquent conduisent les modérés à une coalition avec le Wafd qui réussit à imposer la démission de Zîwâr en juin 1926 et l'organisation de nouvelles élections. Victoire à la Pyrrhus. Selon l'auteur, la nouvelle coalition commet l'erreur de ne pas imposer un remaniement constitutionnel limitant les pouvoirs royaux et levant les ambiguïtés sur le rôle du monarque. Ceci, selon lui, prouve que le Wafd s'embourgeoise et perd l'esprit de lutte¹⁴.

- 11 Le sixième chapitre, sous le titre « L'Apogée de la contre-révolution », étudie l'après Zaghlûl (mort en août 1927) et le premier gouvernement Nahhâs, peu enclin à faire des concessions aux Britanniques (en ce qui concerne la quête de l'indépendance) et au roi (en ce qui concerne la Constitution). Ce gouvernement est d'abord contraint à une retraite peu glorieuse par les Britanniques et est vite renvoyé par le roi, qui remplace El Nahhâs par Muhammad Mahmûd, chef de file des modérés égyptiens et du Parti libéralconstitutionnel. Mahmûd dissout le Parlement, suspend l'application de plusieurs articles de la Constitution et pratique une politique répressive, dite du « poing de fer ». Il reprend les négociations avec les Britanniques, qui aboutissent à un projet de traité. Mais la population égyptienne et le Wafd s'y opposent, et Mahmûd démissionne (en 1929), remplacé par un de ses proches, cAdlî Yakan, qui organise de nouvelles élections, elles aussi remportées par le Wafd (212 sièges sur 235). Le nouveau gouvernement Nahhâs ne durera que six mois. Il aura néanmoins le temps d'adopter plusieurs mesures importantes, relatives à la protection douanière et à la création d'une banque de crédit agricole. Mais il démissionnera à la suite d'un conflit relatif à un projet de loi sur la traduction des ministres en justice, auquel le roi et les partis minoritaires sont hostiles. Le roi nomme (juin 1930) un des meilleurs hommes d'État égyptiens, Sidqî pacha, à la tête du nouveau gouvernement (auquel ne participent pas les libéraux-constitutionnels de Mahmûd¹¹). Sidqî, brillant industriel, s'était surtout distingué en tant que ministre de l'Intérieur sachant mener une répression très dure. Il ne faillira pas à sa réputation et abrogera purement et simplement la Constitution. Il modifie le mode de scrutin, introduit l'élection à deux degrés, organise en juin 1931 des élections qui sont le théâtre de heurts sanglants (100 morts), etc. C'est la période la plus sombre de l'Égypte « libérale ». À la violence politique vient se superposer la crise économique des années 1930¹². Le cabinet se noie dans la spirale de la répression et Sidqî démissionne après un règne de plus de trois ans. Il est remplacé par Abd al-Fatâh Yahyâ, qui cède ensuite la place à Tawfiq Nasîm, qui pratique une politique d'apaisement, rétablit la Constitution, avant de laisser la place à cAlî Mâhir, qui organise en janvier 1936 des élections libres, remportées par le Wafd. Le septième chapitre est intitulé « La liquidation de la révolution (de 1919) par le traité (anglo-égyptien) de 1936 ». Le titre résume le propos. En 1936, Nahhâs, à la tête d'un gouvernement de coalition, signe un traité avec Londres, qu'il qualifie de « traité de l'honneur et de l'indépendance », lequel met – officiellement et provisoirement du moins – un terme à la lutte du mouvement national égyptien. L'auteur examine donc ce traité, pour voir s'il justifie l'appréciation d'al-Nahhâs, et la réponse est à juste titre négative. Les mérites et inconvénients de ce traité sont connus, et nous ne reprendrons pas la critique d'al-Barrâwî. Mentionnons, par contre, son explication des insuffisances du traité : le parcours personnel des négociateurs égyptiens et de la « classe moyenne » qu'ils représentent, prouve qu'ils se sont embourgeoisés et craignent désormais de sacrifier les gains socio-économiques réalisés en Égypte sur l'autel de la lutte pour l'indépendance totale, pour les uns, ou qu'ils ont toujours été des ennemis du peuple et des amis du colonialisme, pour les autres. Que ces méchants soient à la tête du mouvement national s'explique par le fait que « la conscience des masses n'est pas encore assez puissante pour se faire respecter ». Je ne vois pas comment commenter ce type d'assertions : se demander si des négociateurs prolétaires ou paysans auraient mieux fait est trop facile, rappeler le rapport de forces et les gains de 1936 me ferait passer pour un réactionnaire défaitiste, indiquer que ce traité est moins infamant que celui de Brest-Litovsk est stupide. Je me contenterai donc d'indiquer qu'aucun

biographe de Nahhâs – qui était le patron – n'a jamais mis en doute l'intransigeance de son nationalisme, qui n'était pas incompatible avec l'affairisme de ses proches, et il est impossible d'affirmer avec sérieux qu'en 1936 le Wafd n'avait pas un mandat des « masses » ou du peuple. Il conclut ce chapitre par plusieurs « leçons ». La plus intéressante est que la « révolution de 1919 » s'achève¹² sans avoir atteint ses objectifs, qu'une nouvelle révolution sera nécessaire, que le rôle historique du Wafd s'achève, et qu'il doit laisser la place¹³.

- 12 Le huitième chapitre parle du nouveau roi. Il commence par quelques réflexions, se voulant pédagogiques, sur le rôle de l'individu dans l'histoire. L'individu peut jouer un rôle, mais il ne faut pas oublier qu'il est d'abord le produit de son environnement (c'est le terme utilisé par l'auteur) d'origine. L'auteur récuse pêle-mêle le mythe du « despote juste » (*al-mustabid al-âdil*), la thèse selon laquelle on ne peut bâtir une société juste sans citoyens vertueux (c'est l'inverse qui est vrai, affirme-t-il), et définit le génie (politique ?) comme étant la personne qui perçoit la naissance d'une nouvelle ère et réussit à l'exprimer. Ces leçons données, il passe en revue l'éducation de Fârûq, qui ne lui donne pas l'occasion de se mêler au peuple, lui inculque des « idées dépassées » et est supervisée par des hommes aux idéologies réactionnaires (il accable ʿAlî Mâhir et Ahmad Hasanayn). Développements inintéressants, à une exception près : il rejette l'argument du Palais et des partis minoritaires, qualifiant le peuple d'immature, en affirmant que la solution à cette immaturité n'est pas le gouvernement d'un seul, mais l'éducation des citoyens. Nous ne savons pas si al-Barrâwî avait lu la *Politique* d'Aristote. Mais il utilise les concepts de cet ouvrage, pour parvenir à une conclusion différente, qui omet l'importance du facteur « temps » : en attendant que l'éducation porte ses fruits, que faire ?
- 13 Le neuvième chapitre a pour titre : « La lutte des forces. » Il commence par étudier les changements dans la direction du Wafd, consécutifs à l'expulsion d'Ahmad Mâhir et d'al-Nuqrâshî (qui fonderont le parti saʿdiste), et souligne l'ascension aux plus hauts postes de représentants de la grande propriété terrienne. Il rappelle la gestion désastreuse qui fut celle du gouvernement al-Nahhâs. Ses nombreuses erreurs et irrégularités donnent au nouveau roi un prétexte pour le renvoyer (décembre 1938). Précédent dangereux, qui annonce et amorce une ère de gouvernements faits et défaits par le roi sans considération pour la volonté populaire. Fârûq, contrairement à ce qu'affirme al-Barrâwî, joue plutôt bien au niveau de la politique politicienne, mais il ne voit pas qu'un « grand dessein conservateur » similaire à celui de Bismark est nécessaire si l'on veut durer. Il ne suffit pas de gérer les équilibres, il faut mettre en route des politiques de réformes.
- 14 Quoi qu'il en soit, Mahmûd remplace Nahhâs, et est remplacé, le 18 août 1939, par l'homme du roi (du moment) ʿAlî Mâhir, quand la Seconde Guerre éclate. Barrâwî relate brièvement l'évolution de la situation, la succession des gouvernements minoritaires, les manœuvres du Wafd. Il ne perd pas non plus de vue le renforcement du contrôle britannique sur l'économie égyptienne. Il est intéressant de noter que, sans vraiment minimiser la portée de l'incident du 4 février 1942 (les chars britanniques encerclent le palais du roi pour le contraindre à rappeler le parti majoritaire au pouvoir), il rejette toute la responsabilité sur la monarchie. Elle a, depuis 1923, régulièrement empêché le parti majoritaire d'accéder au pouvoir, jouissant de l'impunité que lui procurait la présence des troupes britanniques, n'hésitant pas à faire appel à la protection de Londres. Elle n'a pas à déplorer l'intervention quand celle-ci est contraire à ses intérêts.

L'auteur, en passant, regrette et critique la popularité du nazisme et du fascisme en Égypte pendant la guerre. En conclusion, il dresse un bilan de l'action du cabinet wafdiste (1942-1944). Bilan mitigé : le pire (la concussion, la corruption, l'arbitraire) y côtoie le meilleur (législations sociales, création de l'université d'Alexandrie, d'une Cour des comptes, gratuité de l'enseignement primaire). Le pire s'explique par l'accès des féodaux à la direction du parti et le meilleur par la pression de la base. C'est bien sûr un peu court, et quelquefois carrément faux.

- 15 Le chapitre suivant s'intitule : « Le développement du potentiel révolutionnaire en Égypte » pendant et après la Seconde Guerre. Ce développement est attribué à plusieurs facteurs : l'alliance du grand capitalisme avec les intérêts étrangers, la trahison de la direction wafdiste, la montée en puissance du prolétariat, la colère consécutive aux interventions britanniques, la hausse du coût de la vie, les retombées économiques et sociales de la guerre, la frustration des petits et moyens entrepreneurs et commerçants, les espoirs suscités par la charte de l'ONU, la diffusion des doctrines et opinions progressistes, les politiques répressives. L'auteur mentionne ces éléments, sans développement permettant d'étayer ses vues, sans précisions relatives à leur importance respective. Il fait ensuite l'historique de ces années de vaches maigres. Aggravation de la répression, culminant avec la loi pour la « protection du système social », mise en phrase par Sidqî pacha en 1946 et non abrogée par ses successeurs, Nahhâs compris, tentatives désespérées des classes dominantes, « de plus en plus isolées du vrai peuple », pour parvenir à un accord satisfaisant avec les Britanniques, et disqualifier toutes les demandes de réformes en les taxant de communistes. Une « grande victoire populaire » est remportée quand la pression de la rue oblige Sidqî à renoncer à signer le projet d'accord Sidqî-Bevin. L'auteur ne peut savoir en 1952 que l'accord que signera Nâsir [Nasser] deux ans plus tard sera moins favorable aux Égyptiens que le projet d'accord honni. Il examine la tentative de Nuqrâchî de porter le contentieux anglo-égyptien devant l'ONU, et montre comment l'incohérence de la position égyptienne sur le Soudan porte atteinte à la crédibilité des revendications du Caire. Cette position est attribuée à des « hommes politiques » de l'ancien régime, ce qui est un oubli commode du fait que le projet Sidqî-Bevin fut refusé par la rue parce qu'il n'affirmait pas la « souveraineté » égyptienne sur le Soudan. Il parle ensuite de la guerre de Palestine. Il rappelle l'impréparation arabe. Puis, il tente d'expliquer les mobiles du gouvernement égyptien qui opta pour la guerre : il mentionne, sans la rejeter ni l'appuyer, la thèse de la trahison des « agents » du colonialisme qu'étaient les hommes de l'ancien régime et en avance une autre, qu'il semble préférer : la guerre serait une diversion face à la montée des revendications populaires, permettant d'instaurer une union nationale sans rien céder sur le front social et d'emprisonner les opposants les plus dangereux. Sans nier la part de vérité de cette explication, il nous semble que l'auteur omet la question essentielle : un gouvernement pouvait-il ne pas guerroyer ? La défaite est un désastre d'autant plus mal vécu que plusieurs proches de la Cour ont à cette occasion fait fortune dans le commerce d'armes. Sa principale conséquence est que pour la première fois la critique et la vindicte populaires désignent le véritable responsable : le roi, qui ne prend même plus la peine de cacher sa conduite et ses rapines. De surcroît, il a exploité la loi martiale en vigueur pour porter des coups sévères aux Frères musulmans et (à un moindre degré) aux wafdistes. L'analyse manichéenne de l'auteur ne restitue pas, très loin de là, la complexité de la situation, fait peu de cas des énormes contraintes pesant sur Fârûq et les autres

acteurs, et occulte les responsabilités des uns et des autres. Bref : elle est inintéressante.

- 16 Le onzième chapitre est consacré au dernier gouvernement wafdiste (1950-1952). Il annonce la couleur en affirmant qu'un énorme champ s'ouvre pour l'historien soucieux de recenser les innombrables erreurs wafdistes. Il rappelle, entre autres, l'échec de sa gestion économique, son refus d'engager des réformes sociales, sa corruption, sa politique d'apaisement vis-à-vis de la monarchie, sa tentative de dissolution du Conseil d'État. Il attribue la défaillance du Wafd à sa direction, contrôlée par les grands féodaux. Il prend soin de distinguer cette direction des « masses wafdistes » et des personnalités de second rang, sans se demander pourquoi lesdites masses demeuraient wafdistes – après tout, l'incompétence et la corruption du Wafd n'étaient pas des nouveautés – ni pourquoi certaines personnalités de second rang commirent elles aussi des actes à ses yeux répréhensibles (qu'il mentionne). Il reste qu'il a raison de rappeler que de nombreux wafdistes s'opposèrent et firent échouer des projets de « lois scélérates » déposées par Sirâg al-Dîn, même si l'explication de ces luttes intestines par les origines de classe semble douteuse. Il évoque ensuite, sans véritablement l'analyser, la montée de la colère et de la contestation populaire (multi-classes), contre l'occupation britannique, le roi, le système social et la corruption. Cette montée explique l'abrogation unilatérale en octobre 1951 par Nakhâs du traité anglo-égyptien de 1936, et les opérations de résistance dans la région du Canal qui lui sont consécutives. Il salue à juste titre les quelques 80 000 ouvriers qui renoncent à leur emploi dans la base. Il stigmatise, en termes cinglants, la grande peur qui s'empare du roi et des élites capitalistes et féodales. Fârûq manifeste implicitement mais très clairement son mécontentement en nommant 'Affî pacha chef de son dîwân. 'Affî pacha, partisan d'une collaboration égypto-britannique et représentant des grands intérêts du capital. C'est dans ce contexte qu'a lieu l'Incendie du Caire, le 26 janvier 1952, qui entraînera la chute du gouvernement Nakhâs et l'arrêt de la résistance populaire dans la région du Canal. L'Incendie du Caire est bien sûr attribué à ceux qui en profitent, c'est-à-dire au roi et aux Britanniques. Il stigmatise la décision du gouvernement wafdiste, immédiatement après l'incendie et quelques heures avant sa révocation, de proclamer la loi martiale. Erreur fatale à ses yeux (à tort selon nous), à attribuer à Sirâg al-Dîn, qui pense sauver ainsi le gouvernement mais se trompe lourdement. Barrâwî examine ensuite brièvement les derniers gouvernements de la monarchie.
- 17 Le douzième chapitre fait le procès du roi Fârûq. Il recense les violations de la Constitution, les erreurs politiques ayant porté préjudice à la cause nationale (cette partie du chapitre comporte quelques accusations injustifiées), ses agissements financiers et fonciers, les frasques de sa vie privée (l'auteur a le mérite de ne point s'étendre sur ce sujet facile), et le fait qu'il ait commandité des assassinats politiques. Il ne s'agit pas d'évaluation, mais d'un acte d'accusation, dont la plupart des faits sont avérés. Mais il aurait peut-être été plus intéressant d'esquisser un bilan, qui serait certes « globalement négatif », mais plus nuancé. Fârûq a réussi à prendre en compte la dimension arabe et islamique de l'Égypte, a tenté sincèrement de mettre un terme à l'occupation britannique, a longtemps réussi à gérer avec brio les équilibres précaires de l'Égypte. Les dernières années ne doivent pas faire oublier qu'il fut le premier souverain à être aimé des Égyptiens, à rendre la monarchie un temps légitime. Je ne peux m'empêcher de penser qu'il capta souvent mieux l'humeur de l'opinion que Nakhâs pacha. Ses problèmes personnels, la faiblesse de l'Égypte, le raidissement des

positions des nationalistes et des Britanniques étaient des défis formidables, et il ne les releva pas. Il accumula les erreurs, les crimes et les fautes, dont certains impardonnables. Il n'eut pas de Bismark, et il ne le fut pas lui-même. Il n'éradiqua pas la pauvreté, et ne fit rien pour. Mais l'on peut penser à juste titre que de meilleurs que lui se seraient cassé les dents, et le juger plus modérément. Le treizième chapitre est consacré aux Officiers libres. Sans le commenter en détail, disons que l'historique, en ce qui concerne la période 1939-1948, est défaillant. Barrâwî attribue toutes les actions protestataires au sein de l'armée aux Officiers libres. Il ne donne pas la bonne date en ce qui concerne la naissance du mouvement (il le fait naître en 1943, ce qui constitue une erreur intéressante). Par contre, son texte est plus intéressant sur les années 1949-1952. Mieux : il est, malgré sa concision, d'une précision remarquable. Il affirme en conclusion qu'il n'a pas le droit de révéler les noms des commandants, mais certifie qu'ils sont très cultivés, nationalistes, désintéressés, et que leurs aspirations sont nobles. Qu'ils savent que leur « révolution » n'aurait pu réussir sans les officiers et les soldats qui risquèrent leur vie. Nous pensons que l'auteur a raison sur tous ces points. Le dernier chapitre s'efforce de dégager, à partir des tracts rédigés par les officiers avant la révolution, et de leurs communiqués officiels après la prise du pouvoir, les principes qui guideront leur action³. Le mouvement souhaite l'indépendance totale de l'Égypte, refuse la politique des « pactes »⁴, se prononce pour une neutralité active et pour une action arabe collective loin de toute hégémonie. À l'intérieur, les officiers œuvreront pour l'instauration d'une justice sociale. Sur ce point, al-Barrâwî est catégorique, et l'avenir lui donnera raison. Il affirme que c'est là la préoccupation centrale de tous les leaders de la révolution auxquels il a pu parler. Il montre que plusieurs mesures ont d'ores et déjà prises pour cela la principale, mais non l'unique, étant la réforme agraire. Il indique que les officiers ont pour objectif d'éliminer la corruption de l'appareil d'État. Il est un peu réservé sur leur manière de s'y prendre : il ne suffit pas, selon lui, de licencier les corrompus. Il faut décentraliser, responsabiliser et rendre possibles précision, rapidité d'exécution et efficacité. Évidemment plus facile à dire qu'à faire. Enfin, le pouvoir a « certainement » pour objectif le « rétablissement des libertés publiques » et « devrait pour ce adopter les mesures suivantes ». Le ton est plus inquiet, et le vœu pieux n'est pas loin. Barrâwî le sait, puisqu'il indique qu'il existe des courants estimant qu'il faut ajourner les élections jusqu'à ce que le féodalisme soit brisé, pour que le vote des paysans ne soit plus captif. Le plaidoyer pour la liberté et la Constitution est émouvant, mais Barrâwî ne voit pas qu'on ne peut pas, dans l'Égypte de 1952, mener la bataille contre les propriétaires terriens et organiser des élections. Il y a un choix à faire, et il l'esquive trop vite, en affirmant sans le démontrer que les deux objectifs sont conciliables. Livre étonnant. Mal construit, il s'inscrit dans une lignée qui se veut « pédagogique ». L'analytique cède souvent la place au plaidoyer. Pour convaincre, on a recours à des précédents historiques venus d'ailleurs, cités quelquefois à tort et à travers, à la citation incantatoire des lois de l'histoire. Mais entre simplicité et simplisme, entre l'engagement partisan et le manichéisme, les barrières sont floues. Quelques intuitions très fines rachètent le manque d'originalité de l'ensemble. La tentative de concilier des positions politiquement libérales et marxistes sur le plan économique est une constante intéressante chez les communistes égyptiens. Reste que le livre est d'une lecture plaisante, et a du faire comprendre à des lecteurs que l'histoire sociale était aussi intéressante, et plus profonde, que l'histoire comme une succession de grandes actions par de grands hommes.

NOTES

1. Instrument dont l'utilisation est rendue nécessaire par l'évolution de la technique. En effet, celle-ci a permis un renforcement considérable de l'arsenal répressif à la disposition des régimes honnis, et souvent seuls les manipulateurs de cet arsenal peuvent le retourner contre les tyrans.
2. Qui se poursuit ainsi : l'armée est issue du peuple. La preuve ? Les officiers ne font pas partie de l'élite de l'ancien régime. Évidemment, cette affirmation présuppose ou fait semblant de présupposer que le peuple est Un. On peut penser que Barrâwî fait preuve d'opportunisme en ne voyant pas l'objection : je préfère croire qu'il traduit un état d'esprit général à l'époque, qui s'explique par la polarisation contre le roi de toutes les passions, les griefs et les rancœurs.
3. Ce type d'analyse nous explique peut-être pourquoi les (« des » serait plus exact) grands propriétaires quittèrent le Wafd en 1920, mais non pourquoi ils se joignirent à lui en 1919. Qu'en est-il des petits commerçants, en général hostiles à l'agitation, comme le montre bien Mahfouz dans ses romans ? N'insistons pas trop. Barrâwî, bien sûr, a une réponse en ce qui concerne les premiers, beaucoup trop visibles : ils espéraient « canaliser » la colère populaire pour qu'elle frappe les Britanniques sans atteindre leurs intérêts, puis découvrirent l'inanité de la manœuvre.
4. Et probablement pas de l'agenda et du programme du « mouvement », encore que ce point soit plus complexe.
5. Déplorable est la facilité avec laquelle les classes supérieures trouvent « normale » l'existence d'analphabètes et déplorent l'accès de tous à l'instruction, cause selon elles du déclin de l'enseignement en Égypte.
6. Et l'exemple de Bismark (entre autres) montre bien qu'une politique conservatrice intelligente eût pu permettre aux « féodaux » de sauvegarder l'essentiel et que la défaite de l'ancien régime n'était en rien inéluctable, si ses chefs de file avaient été plus clairvoyants. J'ai l'impression d'être « lourd » en rappelant constamment le rôle du hasard dans l'histoire.
7. Barrâwî estime que ce taux constitue un strict minimum, puisqu'il ne comptabilise pas les ventes d'actions entre particuliers ayant suivi la constitution des sociétés, qui auront globalement été, selon toute probabilité, un transfert de propriété des étrangers aux Égyptiens, et non l'inverse. Il est probable qu'il ait raison. Ce point fragilise considérablement ses statistiques, mais nous pensons qu'il a néanmoins raison dans les grandes lignes.
8. Un grand nombre de vieux médecins que nous avons connus nous ont dit que leurs infirmiers avaient acheté des actions. Nous pouvons admettre que ce phénomène devait être rare. Mais je ne vois pas ce qui autorise à penser que les propriétaires terriens ne jouèrent pas « ce coup », et qu'ils ne pesèrent pas lourd.
9. Nous n'allons pas développer une critique détaillée, facile, de cette confusion permanente entre classes moyennes et capitalistes. Contentons-nous de dire que même si, dans la phrase : « la classe moyenne devint un capitalisme... », on remplace « devint » par « sécréta », ou « donna naissance à », on ne résout pas tous les problèmes, très loin de là.
10. Barrâwî va beaucoup plus loin, en fait, et affirme que Palais et Féodalité savaient que leur survie dépendait de celle de l'Occupation. Affirmation rapide, pour pratiquer un

euphémisme. Mais elle n'est pas « centrale » pour son propos, et nous n'enfoncerons pas le clou.

11.L'exposé semble donc distinguer deux étapes : 1) une étape où la classe moyenne secrète (c'est notre terme, pas celui d'al-Barrâwî, qui écrit « devient ») le grand capitalisme. 2) Une seconde où roi et féodaux prennent en quelque sorte le train en marche, et où les capitalistes acquièrent les signes de distinction sociale caractéristiques de l'ancien régime, signes qui ont une fonction économique. Nous nous demandons si l'on peut distinguer chronologiquement ces deux étapes, et si le développement du capitalisme n'est pas en fait plus complexe, avec la coexistence simultanée des deux processus qu'al-Barrâwî affirme être successifs. D'autre part, nous pensons qu'il sous-estime les tensions entre féodaux et capitalistes, l'agenda politique des uns n'étant pas celui des autres, quoi qu'il en dise.

12.Cette affirmation d'al-Barrâwî, qui postule l'hostilité de tous les dominants à l'accès à l'instruction, est injuste. Même en concédant – ce que nous ne faisons pas – qu'un roi Fu'âd ne pensait qu'à ses intérêts égoïstes, on peut démontrer l'absurdité de l'accusation en rappelant que les dominants bénéficiaient davantage que les autres des fruits du développement économique, et qu'ils avaient donc intérêt à voir ses préconditions – dont l'instruction – remplies.

13.Il faudrait préciser le sens de ce terme et Barrâwî ne le fait pas. Si cette classe (en admettant, chose que nous ne faisons qu'à moitié, qu'elle ait des objectifs communs) souhaite la chute de l'ancien régime, ou du moins des réformes profondes, elle n'a pas de prédilection particulière pour le « désordre », et elle reproche à la rigidité de l'ancien régime d'être une cause de troubles et d'agitation sociaux graves.

14.On sait que les monarques européens du XIX^e siècle ont soigneusement étudié le processus révolutionnaire français de 1789, et qu'une de leurs (nombreuses) conclusions, justifiée ou non, est que Louis XVI a commis l'erreur de ne pas faire appel à la troupe quand c'était encore possible.

15.Dit autrement : ce n'est pas parce qu'il est à la tête du gouvernement que Zaghlûl ne peut avoir deux fers au feu, deux répertoires d'action. Et certaines concessions de ses collaborateurs lui seront attribuées, s'il ne s'en désolidarise pas. C'est la stratégie préconisée par al-Barrâwî qui est dangereuse pour la popularité de Zaghlûl : un grand chef n'agit pas ainsi – du moins pas en public.

16.Il est possible que des proches du roi aient manipulé le groupe qui perpétra ce crime. Mais cela prouverait que le roi et les Britanniques ne faisaient pas front commun, mais avaient leur propre agenda, ce qui n'empêche pas bien sûr des concertations contre un ennemi commun.

17.Il est permis de se demander si l'auteur (comme les ouvrages égyptiens que nous avons consultés) n'a pas ici la critique trop facile : la marge de manœuvre du nouveau cabinet est trop étroite. Il est facile, avec le recul et l'accès aux archives britanniques, de constater que telle ou telle concession majeure et humiliante eût pu être évitée si le nouveau gouvernement avait fait preuve de « patriotisme » ou plus simplement de sang-froid. Il est évident que le fait de pouvoir rendre ses prédécesseurs responsables de la débâcle ne le poussa pas à faire de l'obstruction, et que l'option de l'« unité nationale » ne fut pas envisagée par le roi. Cela dit, la politique de Zîwâr était-elle indéfendable ? Le mérite de Barrâwî est de pressentir l'objection que nous formulons, mais sa réponse est erronée : selon lui, les Britanniques auraient difficilement pu obtenir davantage que ce que leur concéda la nouvelle équipe. Celle-ci, en d'autres

termes, ne sauva rien, et permit juste de donner une « couverture » égyptienne aux mesures britanniques.

18. Je pense que l'auteur se trompe sur ce point : il sous-estime la fatigue générale. L'auteur a suffisamment recours aux comparaisons pour qu'on se permette de lui en opposer une : l'exemple des huit mois qui séparent les deux révolutions russes montre qu'il n'y a pas de mobilisation populaire massive qui soit éternelle. Surtout, il néglige le fait que les chefs wafdistes devaient être soucieux de ne pas sortir les Britanniques de leur relative neutralité. Je voudrais toutefois ajouter que je ne suis pas absolument certain d'avoir raison. Je ne connais cette époque que par des ouvrages d'historiens et les mémoires d'hommes politiques. Je ne dis pas qu'un bras de fer était impossible, mais que l'auteur affirme plus qu'il n'en démontre faisabilité.

19. Mahmûd, comme tous les conservateurs intelligents, mènera aussi une politique de réformes, de rationalisation de l'appareil d'État et d'amélioration du sort des défavorisés. Mais cet aspect n'intéresse pas du tout l'auteur.

20. Al-Barrâwî explique le refus de ce parti d'entrer au gouvernement par la déception de Mahmûd, qui espérait se voir à nouveau confier les rênes du pouvoir. Ce n'est peut-être pas entièrement faux, mais c'est très court. Les libéraux-constitutionnels sont un parti au destin curieux : ils étaient de sincères partisans de la Constitution mais ne pouvaient accéder au pouvoir qu'en violant son esprit, puisqu'ils étaient incapables de remporter une élection. Ils ne savaient pas toujours gérer au mieux cette situation, d'où une certaine incohérence dans leurs positions, oscillant entre la défense de la Constitution et l'opportunisme, invoquant leur « compétence » (réelle) et la démagogie du Wafd (réelle aussi) pour justifier leurs compromissions. Mais l'explication d'al-Barrâwî a (aux yeux d'al-Barrâwî) le mérite de maintenir fermement les libéraux-constitutionnels dans le camp des « méchants ».

21. Bien gérée par Sidqî, qui limite les dégâts. Mais là aussi, ce point n'intéresse pas l'auteur.

22. Il faudrait bien sûr dire : « le processus de négociations consécutif au soulèvement de 1919 » s'achève, et préciser qu'en 1936, personne ne le sait encore.

23. Cela aussi, personne ne le sait encore. Notez toutefois que qualifier ce traité, comme le faisait le Wafd, de « traité de l'honneur et de l'indépendance » est stupide : cela implique qu'on ne peut faire mieux. Et ce n'était pas le cas.

24. Ce n'est pas la bonne date, puisque le mouvement, fusion de plusieurs groupes d'activistes, n'est créé qu'en 1949. Mais l'erreur est intéressante, puisque 1943 est la date où Nâsir se fait approcher par les Frères musulmans. Mais l'organisation des aviateurs, celle d'al-Rahmânî, de Wajîh Khalîl et de Sâdât [Sadate] existe déjà. D'autre part, d'autres épisodes relatés par al-Barrâwî – l'interrogatoire de Nâsir par le Premier ministre Abd al-Hâdî en 1949 – montrent qu'il était bien informé. Ce qui veut dire que sa source – Nâsir ? – l'a sciemment induite en erreur.

25. Nous ignorons si cette analyse est « innocente » tactiquement. Plusieurs Officiers libres nous ont affirmé que les « communistes » publièrent les programmes des Officiers libres, espérant ainsi les « contraindre » à les respecter, manœuvre qui fut fort mal digérée. Nous ne savons pas si le livre d'al-Barrâwî s'inscrit ou non dans ce contexte. Son nom n'est généralement pas cité par nos interlocuteurs.

26. Nous ne sommes pas sûrs que ce rappel ait été du goût des Officiers libres.

INDEX

Mots-clés : 1952, Frères musulmans, Officiers libres, Nasser (Gamal Abdel)

AUTEUR

TEWFIK ACLIMANDOS

Cedej